

Banque des États de l'Afrique Centrale



BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE

N° 293

JANVIER 2019

Sommaire	Pages
Liste des abréviations	2
Activités du marché monétaire de janvier 2019	3
I- Activités du compartiment interbancaire	3
II-Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale	3
A- Évolution des taux d'intérêts	3
<i>a) Taux débiteurs</i>	3
<i>b) Taux d'intérêt sur les placements des banques</i>	3
<i>c) Taux de rémunération des dépôts publics</i>	4
B- Interventions de la Banque Centrale	4
1) <i>Opérations principales d'injection de liquidités</i>	4
<i>a) Volumes échangés</i>	4
<i>b) Taux des adjudications observés</i>	5
2) <i>Facilités permanentes</i>	5
3) <i>Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables</i>	5
4) <i>Autres interventions</i>	6
III- Évolution du marché des titres publics	6
Statistiques du marché monétaire	7
I- Statistiques du compartiment interbancaire	8-9
II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale	10-14
III- Statistiques du compartiment des titres publics	15-18
IV- Autres statistiques	19-27
Annexes	28
Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers	29
Annexe 2 : Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC	

Liste des abréviations

BEAC	:	Banque des États de l’Afrique Centrale
BDEAC	:	Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale
BCEAO	:	Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest
BCE	:	Banque Centrale Européenne
CEMAC	:	Communauté Économique de l’Afrique Centrale
CMM	:	Comité du Marché Monétaire
COBAC	:	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CTPM	:	Cellule Technique de Politique Monétaire
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Économies
DERS	:	Direction des Études, de la Recherche et des Statistiques
DN	:	Directions Nationales
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FMI	:	Fonds Monétaire International
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCN	:	Titres de Créances Négociables
TIAO	:	Taux d’Intérêt des Appels d’Offres
TFPM	:	Taux de la Facilité de Prêt Marginal
TFD	:	Taux de la Facilité de Dépôt
TISPP ₀	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures
TISPP ₁	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires
TISPP ₂	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux
TPB	:	Taux de Pénalité aux Banques
TICCE	:	Taux d’intérêt sur les Crédits Consolidés sur les États

Activités du marché monétaire de janvier 2019

L'activité du compartiment interbancaire (en blanc et collatéralisées) a connu un léger rebond en janvier 2019, passant à 124,1 milliards contre 84,4 milliards en décembre 2018. A contrario, l'encours moyen des injections de liquidité sur le marché monétaire par l'Institut d'Émission a connu un repli, se situant à 442,1 milliards en janvier 2019 contre 481,4 milliards un mois plus tôt.

Sur la même période, le marché des titres publics s'est replié, avec seulement treize (13) nouvelles émissions, d'une valeur totale de 148,9 milliards, contre quatorze (14) émissions d'un volume de 158 milliards en décembre 2018.

I- Activités du compartiment interbancaire

L'activité du marché interbancaire est repartie à la hausse (+47%) en janvier 2019, après une baisse de 30,2% en décembre 2018. En effet, le volume des transactions s'est situé à 124,1 milliards en janvier 2019 contre 84,4 milliards en décembre 2018. Dix-sept (17) opérations ont été enregistrées au cours de ce mois, à savoir neuf (9) à caractère régional et huit (8) à caractère national dont trois (3) opérations de pension-livrée d'un volume total de 13,4 milliards, soit 8,4 milliards de plus qu'en décembre 2018.

Les taux d'intérêt pratiqués ont varié de 2,75% à 5,50% pour des durées comprises entre 7 jours et 91 jours.

II- Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

En fin janvier 2019, les activités de ce compartiment du marché monétaire ont été caractérisées par le maintien de l'ensemble des taux de la BEAC et une diminution du volume de ses interventions. Parmi les opérations de la Banque Centrale, aucune facilité de dépôt n'a été sollicitée.

A- Évolution des taux d'intérêt de la BEAC

a) Taux débiteurs

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **3,50 %** ;
- Taux de facilité de prêt marginal (TFPM) : **6,00 %** ;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **8,30%**.

b) Taux d'intérêt sur les placements des banques

- Taux de la facilité de dépôt : **0,0 %**.

c) Taux de rémunération des dépôts publics

Les taux de rémunération des dépôts publics sont restés inchangés comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPPo) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂) : **0,00 %**.

Enfin, le taux créditeur minimum, taux fixé par la BEAC pour protéger et encourager l'épargne domestique, est demeuré à **2,45 %**.

B- Interventions de la Banque Centrale

1) Opérations principales d'injection de liquidité

a) Volumes échangés

Au cours de la période de référence, l'opération principale d'injection de liquidité a constitué près de 54% des concours octroyés par l'Institut d'Émission au système bancaire. Avec cinq (5) appels d'offres organisés, l'encours moyen mensuel s'est établi à 238,7 milliards en janvier 2019 contre 254,5 milliards le mois précédent. La répartition par pays de cet encours moyen se présente comme ci-après :

Au **Cameroun**, en raison de la réduction progressive des volumes injectés par la Banque Centrale et du caractère concurrentiel des adjudications, l'encours moyen mensuel des avances accordées aux établissements de crédit a reculé de 29,1%, se situant à 28,6 milliards en janvier 2019 contre 40,4 milliards en décembre 2018.

En **Centrafrique**, aucune opération n'a été enregistrée au cours des trois derniers mois.

Au **Congo**, le volume moyen des interventions de la BEAC a observé une diminution de plus de 33%, revenant à 20,5 milliards en janvier 2019 après avoir atteint 30,7 milliards en décembre 2018. Cette évolution est imputable, d'une part, à la baisse progressive des volumes injectés par la Banque Centrale et, d'autre part, à la réduction de la demande de la liquidité Banque Centrale par certains établissements de crédit de ce pays.

Au **Gabon**, l'encours moyen mensuel a augmenté de 8,6%, passant de 21,8 milliards en décembre 2018 à 23,7 milliards un mois plus tard, avec essentiellement un établissement de crédit qui fait recours régulièrement à cette opération.

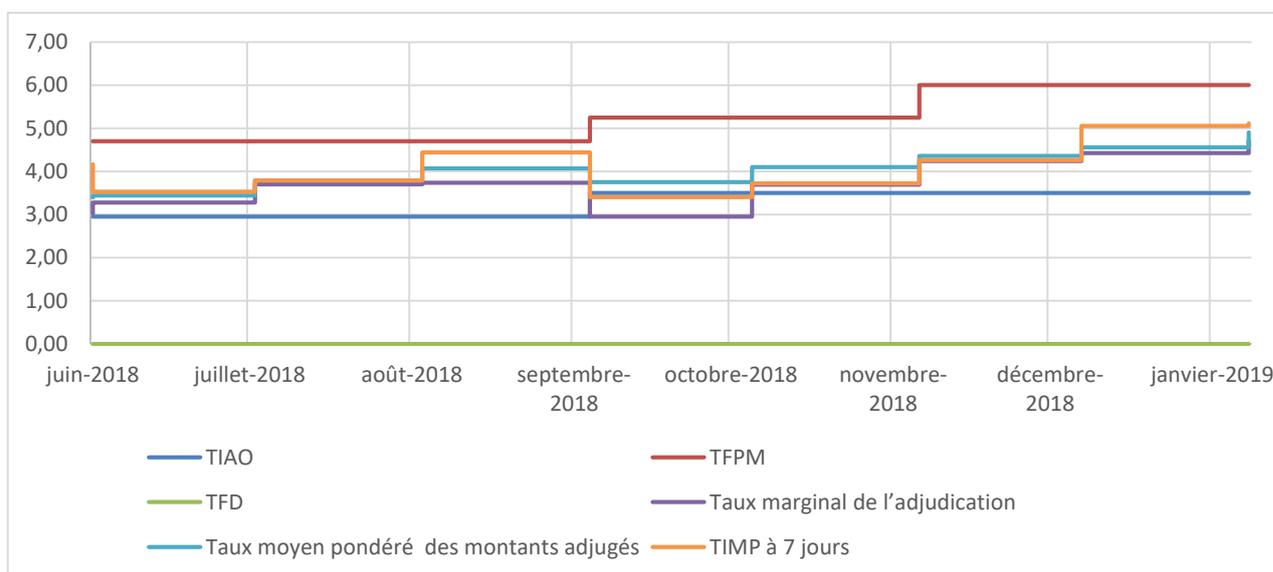
En **Guinée Équatoriale**, sollicitée essentiellement par seul établissement de crédit, le montant moyen des avances reçues au titre de l'appel d'offres hebdomadaire s'est accru, se situant à 19,3 milliards en janvier 2019 contre 15,2 milliards un mois plus tôt.

Au **Tchad**, le volume moyen du refinancement s'est stabilisé autour de 146 milliards entre décembre 2018 et janvier 2019.

b) Taux des adjudications observés

À fin janvier 2019, il a été observé un renchérissement de la monnaie banque centrale. En effet, le taux marginal moyen mensuel des adjudications hebdomadaires est ressorti à 4,43 % en janvier 2019 contre 4,24 % en décembre 2018. Dans le même temps, le taux moyen mensuel des montants adjugés s'est établi à 4,56% en janvier 2019 contre 4,36% en décembre 2018, soit une augmentation de 20 points de base.

Graphique 1 : Evolution des taux d'intervention de la BEAC en fin de mois et des taux moyens des adjudications de l'opération principale d'injection de liquidité (en %)



2) Facilités permanentes

Concernant les **facilités permanentes**, le volume moyen des avances au titre des opérations de prêt marginal a diminué de 10,7 %, revenant de 180,4 milliards en décembre 2018 à 161 milliards un mois après, consécutivement au développement des échanges interbancaires.

3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement, est revenu de 42,2 milliards au 31 décembre 2018 à 40,8 milliards en janvier 2019. La quasi-totalité de ces concours étant allouée à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) installée au Congo, l'évolution de l'encours de ces concours est liée aux remboursements, tels qu'issus des tableaux d'amortissement de ces crédits.

4) *Autres interventions*

Les autres instruments de politique monétaire, opérations de réglage fin, opérations de maturité longue, opérations structurelles et apport de liquidité d'urgence n'ont pas été actionnés au cours de la période sous revue.

Au cours du mois de janvier 2019, sollicité à deux reprises par un établissement de crédit implanté au Tchad pour faire face aux décalages de trésorerie, l'encours moyen des avances intra journalières est passé de 435 millions en décembre 2018 à 1,6 milliard en janvier 2019.

Aucune avance au taux de pénalité n'a été accordée au cours de la période référence.

III- Évolution du marché des titres publics

Le marché primaire des titres publics émis par adjudication a connu une contraction en janvier 2019. En nombre, treize (13) émissions de BTA ont été enregistrées au cours de la période sous revue, contre quatorze (14) émissions de BTA en décembre 2018 et comme en décembre 2018, aucune émission des OTA n'a été enregistrée ; en valeur, ces émissions se sont situées à 148,9 milliards en janvier 2019 contre 158 milliards un mois plus tôt.

Sur la période sous revue, l'analyse par maturité révèle que les émetteurs ont une préférence pour les BTA de 26 semaines. La répartition des émissions se présente comme ci-dessous :

- Trois (3) émissions de BTA de 13 semaines ont été effectuées pour un volume global de 34,5 milliards, dont deux (2) du Gabon de 29,5 milliards et une (1) pour le Cameroun de 5 milliards.
- Dix (8) émissions de BTA de 26 semaines d'une valeur globale de 84,4 milliards, dont trois (3) du Tchad d'un volume de 41,4 milliards, deux (2) du Gabon d'un montant de 23 milliards, deux (2) du Cameroun de 17 milliards et une (1) du Congo de 3 milliards.
- Deux (2) émissions de BTA de 52 semaines d'un montant total de 30 milliards réalisées par la Guinée Équatoriale.

**Statistiques du marché monétaire
à fin janvier 2019**

I- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Tableau Ia : récapitulatifs des opérations du marché interbancaire à fin Janvier 2019

<i>En blanc</i>		<i>(Montants cumulés en FCFA)</i>			
	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2010	25 679 600 000	23,6	83 059 570 000	76,4	108 739 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	15 000 000 000	88,2	2 000 000 000	11,8	17 000 000 000
2016	19 000 000 000	64,7	10 358 343 693	35,3	29 358 343 693
2017	96 956 151 000	47,1	109 076 503 400	52,9	206 032 654 400
2018	366 600 000 000	60,5	239 300 000 000	39,5	605 900 000 000
2019	21 200 000 000	25,5	62 000 000 000	74,5	83 200 000 000
Centrafrique					
2016	1 800 000 000	100,0	0	0,0	1 800 000 000
2017	500 000 000	100,0	0	0,0	500 000 000
2018	4 500 000 000	81,8	1 000 000 000	18,2	5 500 000 000
2019	0		0	0,0	0
Congo					
2017	4 000 000 000	12,3	28 500 000 000	87,7	32 500 000 000
2018	5 000 000 000		0		
2019					
Gabon					
2016	0	0,0	5 000 000 000	100,0	5 000 000 000
2017	0	0,0	24 568 506 000	100,0	24 568 506 000
2018	0	0,0	153 800 000 000	100,0	153 800 000 000
2019	0	0,0	0		0
Guinée Equatoriale					
2016	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
2017	5 000 000 000	11,4	39 000 000 000	88,6	44 000 000 000
2018	0	0,0	139 000 000 000	100,0	139 000 000 000
2019	0	0,0	27 500 000 000		27 500 000 000
Tchad					
2010	1 500 000 000	100,0	0	0,0	1 500 000 000
2013	3 000 000 000	100,0	0	0,0	3 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	10 000 000 000	83,3	2 000 000 000	16,7	12 000 000 000
2017	0	0,0	1 100 000 000	100,0	1 100 000 000
2018	900 000 000	46,5	1 034 404 300	53,5	1 934 404 300
2019	0	0	0	0,0	0
CEMAC					
2010	27 179 600 000	24,7	83 059 570 000	75,3	110 239 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	5 000 000 000	100,0	0	0	5 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0	2 000 000 000
2015	25 000 000 000	86,2	4 000 000 000	13,8	29 000 000 000
2016	25 800 000 000	62,7	15 358 343 693	0	41 158 343 693
2017	106 456 151 000	34,5	202 245 009 400	65,5	308 701 160 400
2018	377 000 000 000	41,4	534 134 404 300	58,6	911 134 404 300
2019	21 200 000 000	19,2	89 500 000 000	80,8	110 700 000 000
<i>Collatéralisées</i>		<i>(Montants cumulés en FCFA)</i>			
	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2018	17 440 750 000	100,0	0	0,0	17 440 750 000
2019	13 375 000 000	100,0	0	0,0	13 375 000 000
CEMAC					
2018	17 440 750 000	100,0	0	0,0	17 440 750 000
2019	13 375 000 000	100,0	0	0,0	13 375 000 000

II- STATISTIQUES DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Tableau IIa : Récapitulatif des interventions de la BEAC

	Mois	Opération principale d'injection de liquidité	Facilité de prêt marginal	Avance intrajournalière	Avances au taux de pénalité	Apport liquidité d'urgence	Guichet spécial	Total
Cameroun	juin-18	26 496	595	0	0	0	0	27 091
	juil-18	40 586	7 177	0	0	0	0	47 763
	août-18	35 693	2 594	0	0	0	0	38 287
	sept-18	33 962	79	0	0	0	0	34 041
	oct-18	19 816	0	0	0	0	0	19 816
	nov-18	47 825	3 000	0	0	0	0	50 825
	déc-18	40 380	7 492	0	0	0	0	47 872
janv-19	28 640	21	0	0	0	0	28 661	
Centrafrique	juin-18	43	0	0	0	0	433	476
	juil-18	96	0	0	0	0	415	511
	août-18	100	0	0	0	0	395	495
	sept-18	130	0	0	0	0	373	503
	oct-18	185	0	0	0	0	355	540
	nov-18	0	0	0	0	0	335	335
	déc-18	0	0	0	0	0	316	316
janv-19	0	0	0	0	0	296	296	
Congo	juin-18	51 408	0	0	0	0	55 651	107 059
	juil-18	54 721	1 129	0	0	0	54 932	110 781
	août-18	44 096	3 997	0	0	0	54 518	102 611
	sept-18	37 431	333	0	0	0	54 443	92 208
	oct-18	42 359	0	0	0	0	51 445	93 804
	nov-18	40 128	1 080	0	0	0	44 676	85 884
	déc-18	30 683	6 484	0	1 387	0	41 891	80 445
janv-19	20 484	9 677	0	0	0	40 501	70 662	
Gabon	juin-18	19 698	0	0	0	0	0	19 698
	juil-18	19 323	0	0	0	0	0	19 323
	août-18	25 435	0	0	0	0	0	25 435
	sept-18	27 500	0	0	0	0	0	27 500
	oct-18	27 500	0	0	0	0	0	27 500
	nov-18	26 100	0	0	0	0	0	26 100
	déc-18	21 806	0	0	0	0	0	21 806
janv-19	23 677	0	0	0	0	0	23 677	
Guinée Equatoriale	juin-18	147 560	0	0	0	0	0	147 560
	juil-18	130 834	12 081	0	0	0	0	142 914
	août-18	117 859	21 083	0	0	0	0	138 942
	sept-18	96 316	42 351	0	0	0	0	138 667
	oct-18	57 163	83 372	0	0	0	0	140 535
	nov-18	4 545	135 937	0	0	0	0	140 482
	déc-18	15 238	157 634	0	0	0	0	172 872
janv-19	19 304	142 967	0	0	0	0	162 272	
Tchad	juin-18	38 030	0	2 124	136 091	7 206	0	183 451
	juil-18	27 344	7 763	183	131 050	9 703	0	176 043
	août-18	43 107	16 430	29	99 706	10 000	0	169 272
	sept-18	56 214	3 159	459	95 999	9 800	0	165 631
	oct-18	108 218	0	0	46 602	8 500	0	163 320
	nov-18	142 669	10 714	0	1 619	6 917	0	161 919
	déc-18	146 410	8 774	435	0	2 452	0	158 070
janv-19	146 555	8 348	1 581	0	0	0	156 484	
CEMAC	juin-18	283 235	595	2 124	136 091	7 206	56 084	485 335
	juil-18	272 903	28 150	183	131 050	9 703	55 347	497 335
	août-18	266 290	44 104	29	99 706	10 000	54 913	475 042
	sept-18	251 553	45 922	459	95 999	9 800	54 816	458 549
	oct-18	255 240	83 372	0	46 602	8 500	51 800	445 514
	nov-18	261 267	150 731	0	1 619	6 917	45 011	465 545
	déc-18	254 516	180 384	435	1 387	2 452	42 207	481 381
janv-19	238 661	161 014	1 581	0	0	40 797	442 052	

Tableau IIb : Récapitulatif des données des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en janvier 2019

Années	Semaines		N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)	
	au	au															
2019	03/01/2019	au	10/01/2019	AON n° 53	255 000	450 562	255 000	12	25,53	23	176,69	4,30	4,66	4,42	4,42	4,50	4,27
	10/01/2019	au	17/01/2019	AON n° 01	250 000	385 032	250 000	10	21,28	17	154,01	4,39	4,71	4,39	4,49	4,54	5,25
	17/01/2019	au	24/01/2019	AON n° 02	250 000	398 029	250 000	10	21,28	17	159,21	4,40	4,76	4,40	4,50	4,56	5,25
	24/01/2019	au	31/01/2019	AON n° 03	245 000	398 524	245 000	10	21,28	17	162,66	4,41	4,76	4,41	4,51	4,58	5,25
	31/01/2019	au	07/02/2019	AON n° 04	240 000	402 296	240 000	12	25,53	20	167,62	4,42	4,76	4,52	4,53	4,60	5,25

Tableau IIc : Données moyennes mensuelles des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC de juin 2018 à janvier 2019

(Aux dates de règlement)

Mois	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
juin-2018	281 667	327 316	281 667	19	40,84	38	116	2,95	4,55	3,02	3,33	3,39	4,17
juillet-2018	272 500	324 306	272 500	17	35,64	31	119	3,08	4,00	3,28	3,40	3,44	3,53
août-2018	266 000	334 893	266 000	17	35,32	30	126	2,95	4,06	3,70	3,76	3,79	3,79
septembre-2018	265 000	277 261	239 788	14	29,25	26	105	2,95	4,30	3,74	4,06	4,07	4,44
octobre-2018	265 000	342 303	265 000	14	29,26	25	129	2,95	4,35	2,95	3,57	3,75	3,40
novembre-2018	265 000	442 520	265 000	16	34,47	29	167	3,34	4,46	3,69	3,91	4,10	3,72
décembre-2018	260 000	422 802	260 000	12	26,06	25	163	4,17	4,53	4,24	4,30	4,36	4,26
janvier-2019	248 000	406 889	248 000	11	22,98	19	164	4,38	4,73	4,43	4,49	4,56	5,05

Tableau II d : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Cameroun			Centrafrique			Congo		
	janvier-18	janvier-19	Variation en %	janvier-18	janvier-19	Variation en %	janvier-18	janvier-19	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides									
. Accords à court terme	28 795	54 274	88,49	16 062	25 402	58,15	83 340	65 940	-20,88
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	-	700	9 850	-	83 340	65 940	-20,88
2. Encours des tirages du système bancaire									
a/ Instruments de refinancement ordinaire	80 358	28 496	-64,54	635	277	-56,33	90 901	73 771	-18,84
b/ Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾	0	0	-	529	277	-47,58	60 901	38 771	-36,34

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.

(2) Pour le Congo, y compris 150 milliards pour la BDEAC.

**Tableau IIe : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire
(Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)**

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Gabon			Guinée Équatoriale			Tchad			CEMAC		
	janvier-18	janvier-19	Variation en %	janvier-18	janvier-19	Variation en %	janvier-18	janvier-19	Variation en %	janvier-18	janvier-19	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	11 750	0	-	200 000	125 000	-60,00	8 650	20 786	140,30	266 877	291 402	9,19
. Accords à court terme	11 750	0	-	200 000	125 000	-60,00	8 650	20 786	140,30	266 877	215 612	-19,21
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	0	0	0	-	0	0	-	0	75 790	-
2. Encours des tirages du système bancaire	46 000	26 000	-76,92	112 650	146 426	23,07	172 647	150 504	-14,71	503 826	425 474	-15,55
a/ Instruments de refinancement ordinaire	46 000	26 000	-76,92	112 650	146 426	23,07	172 647	150 504	-14,71	441 867	386 426	-12,55
b/ Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾	0	0	0,00%	0	0	-	0	0	0	61 959	39 048	-36,98

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

Tableau Iif : Situation analytique des réserves obligatoires (1)

(en millions de FCFA)

Mois	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad	Total
janvier 2018	211 132	3 161	62 215	92 704	70 155	11 032	450 399
février 2018	214 921	2 483	61 954	95 180	92 047	10 715	477 299
mars 2018	218 173	2 077	59 975	94 975	76 564	10 887	462 651
avril 2018	228 851	8 675	73 240	105 491	70 749	16 577	503 582
mai 2018	239 360	10 648	79 444	112 877	73 274	19 312	534 915
juin 2018	244 698	10 631	78 032	115 973	72 241	20 026	541 601
juillet 2018	242 726	10 463	76 928	119 741	72 952	26 294	549 105
août 2018	248 273	10 579	76 235	124 531	74 330	26 168	560 116
septembre 2018	250 032	10 706	77 563	130 865	73 892	26 744	569 802
octobre 2018	249 147	10 986	80 079	124 754	73 424	35 079	573 468
novembre 2018	248 975	10 938	79 997	124 120	72 359	34 587	570 976
décembre 2018	248 815	11 082	78 557	124 199	71 767	35 175	569 595
janvier 2019	252 494	11 327	78 057	125 940	74 887	35 692	578 398

Tableau IIg : Situation mensuelle consolidée des réserves obligatoires de la CEMAC (1)

(en millions de FCFA)

Pays	Niveau des réserves obligatoires au 30/12/2018	Niveau des réserves obligatoires au 31/01/2019	Evolution
Cameroun	248 815	252 494	3 679
Centrafrique	11 082	11 327	244
Congo	78 557	78 057	- 499
Gabon	124 199	125 940	1 742
Guinée Équatoriale	71 767	74 887	3 120
Tchad	35 175	35 692	517
CEMAC	569 595	578 398	8 803

Tableau IIIh : Situation des réserves obligatoires au 31 janvier 2019 (1)*(En millions FCFA-Chiffres de fin de période)*

Rubriques	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer	252 494	11 327	78 057	125 940	74 887	35 692	578 398
Solde des comptes-courants à la BEAC	942 104	37 222	290 559	439 286	367 826	110 884	2 187 881
Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC	26,80%	30,43%	26,86%	28,67%	20,36%	32,19%	26,44%

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques depuis mai 2012.

Tableau III : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire (Cameroun, Centrafrique et Congo)*(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)*

Pays	2017				2018				2019
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier
I - Cameroun									
1 - Crédits à l'économie	3 061 195	3 035 329	3 005 057	3 048 479	3 116 394	3 225 399	3 278 595	3 416 931	3 355 447
2 - Montant des accords de classement	49 658	61 303	48 657	31 115	33 271	39 268	39 307	54 420	54 274
3 - Refinancement BEAC	194 517	199 989	102 664	72 569	65 013	29 615	27 500	37 585	28 496
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	6,35%	6,59%	3,42%	2,38%	2,09%	0,92%	0,84%	1,10%	0,85%
II - Centrafrique									
1 - Crédits à l'économie	128 624	126 134	127 387	133 692	140 595	136 885	140 399	156 367	161 212
2 - Montant des accords de classement	15 884	16 062	16 062	16 062	878	15 880	25 144	25 402	25 402
3 - Refinancement BEAC	700	644	731	655	544	557	540	297	277
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	100,00%	0,51%	0,57%	0,49%	0,39%	0,41%	0,38%	0,19%	0,17%
III - Congo									
2 - Crédits à l'économie	1 240 421	1 266 175	1 257 399	1 211 522	1 172 441	1 118 886	1 131 402	1 135 722	1 087 019
3 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾	87 790	83 340	83 940	83 340	83 840	83 840	87 340	66 440	65 940
4 - Refinancement BEAC ⁽²⁾	102 920	97 604	96 425	91 651	90 472	101 848	98 168	71 238	73 771
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	8,30%	7,71%	7,67%	7,56%	7,72%	9,10%	8,68%	6,27%	6,79%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

**Tableau IIj : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire
(Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)**

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2017				2018				2019
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier
IV - Gabon									
1 - Crédits à l'économie	1 154 596	1 134 460	1 089 659	1 120 551	1 026 912	1 089 433	1 132 154	1 170 466	1 122 528
2 - Montant des accords de classement	18 000	18 000	9 000	11 750	2 750	2 750	2 750	0	0
3 - Refinancement BEAC	78 676	79 927	52 591	48 000	39 500	19 000	27 500	23 000	26 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	6,81%	7,05%	4,83%	4,28%	3,85%	1,74%	2,43%	1,97%	2,32%
V - Guinée Equatoriale									
1 - Crédits à l'économie	1 138 937	1 166 903	1 147 149	1 166 404	1 163 042	1 166 372	1 178 123	1 187 866	1 192 665
2 - Montant des accords de classement	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	175 000	175 000	140 000	125 000
3 - Refinancement BEAC	107 500	129 500	80 000	90 000	127 650	147 432	129 000	174 000	146 426
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	9,44%	11,10%	6,97%	7,72%	10,98%	12,64%	10,95%	14,65%	12,28%
VI - Tchad									
1 - Crédits à l'économie	631 579	626 600	622 334	619 303	620 809	619 046	618 778	624 580	623 090
2 - Montant des accords de classement	67 374	40 424	53 224	8 650	47 381	27 200	30 472	20 786	20 786
3 - Refinancement BEAC	177 511	193 810	184 194	188 020	199 913	181 556	158 516	171 000	150 504
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	28,11%	30,93%	29,60%	30,36%	32,20%	29,33%	25,62%	27,38%	24,15%
VII - CEMAC									
1 - Crédits à l'économie	7 915 448	7 889 727	7 764 432	7 764 432	7 727 637	7 805 567	7 916 289	8 102 570	7 946 194
2 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾	438 706	419 129	410 883	350 917	368 120	343 938	360 012	307 048	291 402
3 - Refinancement BEAC ⁽²⁾	661 824	701 474	516 605	490 895	523 092	480 008	441 224	477 119	425 474
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	8,36%	8,89%	6,65%	6,32%	6,77%	6,15%	5,57%	5,89%	5,35%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIIk : Opérations du crédit et du marché monétaire

Janvier 2019

Rubriques	Pays						CEMAC ⁽¹⁾
	Cameroun	Centrafrique	Congo ⁽¹⁾	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	
Accords de mobilisation	54 274	25 402	65 940	0	125 000	20 786	291 402
Refinancements accordés	28 496	277	73 771	26 000	137 950	150 504	416 998
<i>1. Instruments de refinancement</i>	28 496	0	35 000	26 000	137 950	150 504	377 950
<i>2. Guichet spécial de refinancement</i>	0	277	38 771	0	0	0	39 048
Niveaux des réserves obligatoires au 31 décembre 2018	252 494	11 327	78 057	125 940	74 887	35 692	578 398
Autres interventions (ponctions de liquidité) ⁽²⁾	0	0	55	0	0	0	55
Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire	157	1	227	93	647	587	1 712
Encours des engagements des Etats à consolider au 31 décembre 2017 ⁽³⁾	577 359	80 484	572 000	452 500	608 703	479 430	2 770 477
Encours et impayés sur avances exceptionnelles ⁽⁴⁾	0	673	452	452	452	452	2 482
Centrale des Risques (date dernière publication)	janvier-19	janvier-19	janvier-19	janvier-19	janvier-19	janvier-19	-

(1) Le refinancement sur le guichet spécial au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.

(2) Fonds de bonification de la BDEAC.

(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des

(4) Avances octroyées au GABAC pour le financement de son budget, mais remboursées par les Etats.

III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

Tableau IIIa : Liste des titres publics émis par le Cameroun au 31 janvier 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité	Montant levé par le Trésor
				BTA	
CM130000401	BTA-52 19-AVRI-2019	18/04/2018	19/04/2019	52 semaines	5 000
CM120000667	BTA	05/09/2018	08/03/2019	26 semaines	10 000
CM120000675	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines	10 000
CM120000683	BTA	24/10/2018	26/04/2019	26 semaines	10 000
CM110000742	BTA	14/11/2018	15/02/2019	13 semaines	10 000
CM120000691	BTA	07/11/2018	10/05/2019	26 semaines	10 000
CM110000767	BTA	26/12/2018	29/03/2019	13 semaines	10 000
CM110000759	BTA	19/12/2018	22/03/2019	13 semaines	10 000
CM120000709	BTA	16/01/2019	19/07/2019	26 semaines	10 000
CM110000775	BTA	09/01/2019	12/04/2019	13 semaines	5 000
CM120000717	BTA	23/01/2019	26/07/2019	26 semaines	7 000
CM130000427	BTA	30/01/2019	31/01/2020	52 semaines	10 000
Total					107 000

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIb : Liste des titres publics émis par la République centrafricaine au 31 janvier 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature	Date	Date	Maturité	Montant levé par le Trésor
	des titres	d'émission	de remboursement	BTA	
CF120000302	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines	5 500
CF120000310	BTA	12/12/2018	14/06/2019	26 semaines	4 000
Total					9 500

Tableau IIIc : Liste des titres publics émis par le Congo au 31 janvier 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature	Date	Date	Maturité	Montant levé par le Trésor
	des titres	d'émission	de remboursement	BTA	
CG120000087	BTA	08/08/2018	08/02/2019	26 semaines	6 000
CG120000095	BTA	29/08/2018	01/03/2019	26 semaines	5 000
CG120000103	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines	5 000
CG120000111	BTA	19/09/2018	22/03/2019	26 semaines	6 000
CG120000129	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines	6 500
CG120000137	BTA	07/11/2018	10/05/2019	26 semaines	3 000
CG120000145	BTA	21/11/2018	24/05/2019	26 semaines	4 000
CG120000160	BTA	19/12/2018	21/06/2019	26 semaines	3 000
CG120000152	BTA	12/12/2018	14/06/2019	26 semaines	5 110
CG120000178	BTA	09/01/2019	12/07/2019	26 semaines	3 000
CG120000186	BTA	30/01/2019	02/08/2019	26 semaines	8 000
Total					54 610

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIId : Liste des titres publics émis par le Gabon au 31 janvier 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature	Date	Date	Maturité		Montant levé par le Trésor
	des titres	d'émission	de remboursement	BTA	OTA	
GA1300000302 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines		15 000
GA1200000733	BTA	15/08/2018	15/02/2019	26 semaines		7 500
GA1200000741	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines		14 591
GA1200000758	BTA	03/10/2018	05/04/2019	26 semaines		9 400
GA1200000766	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines		15 000
GA1100000726	BTA	07/11/2018	08/02/2019	13 semaines		15 000
GA1100000734	BTA	21/11/2018	22/02/2019	13 semaines		17 000
GA1100000742	BTA	28/11/2018	01/03/2019	13 semaines		14 000
GA1200000774	BTA	31/10/2018	03/05/2019	26 semaines		15 000
GA1200000782	BTA	14/11/2018	17/05/2019	26 semaines		15 000
GA1100000767	BTA	26/12/2018	29/03/2019	13 semaines		12 000
GA1200000808	BTA	19/12/2018	21/06/2019	26 semaines		17 000
GA1200000790	BTA	12/12/2018	14/06/2019	26 semaines		9 500
GA1100000759	BTA	05/12/2018	08/03/2019	13 semaines		15 000
GA1200000824	BTA	16/01/2019	19/07/2019	26 semaines		15 000
GA1100000775	BTA	09/01/2019	12/04/2019	13 semaines		14 481
GA1200000816	BTA	02/01/2019	05/07/2019	26 semaines		8 000
GA1100000783	BTA	23/01/2019	26/04/2019	13 semaines		15 000
GA1300000310	BTA	30/01/2019	31/01/2020	52 semaines		5 000
Sous-total (BTA)						248 472
GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	OTA	20/09/2017	23/09/2019		2 ANS	8 000
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	OTA	21/03/2018	23/03/2020		2 ANS	7 500
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	OTA	04/04/2018	23/03/2020		2 ANS	4 100
GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	OTA	23/05/2018	25/05/2020		2 ANS	27 449
GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	OTA	04/07/2018	05/07/2021		3 ANS	8 800
GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	OTA	01/08/2018	05/07/2021		3 ANS	5 000
GA2B00000026	OTA	01/08/2018	03/08/2023		5 ANS	10 000
GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	OTA	12/09/2018	23/09/2019		2 ANS	18 600
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	OTA	24/10/2018	23/03/2020		2 ANS	3 282
GA2A00000051	OTA	28/11/2018	23/03/2020		2 ANS	15 000
GA2A00000051	OTA	28/11/2018	23/03/2020		2 ANS	11 000
Sous-total (OTA)						118 731
Total						367 203

Tableau IIIe : Liste des titres publics émis par la Guinée Équatoriale au 31 janvier 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature	Date	Date	Maturité	Montant levé par le Trésor
	des titres	d'émission	de remboursement	BTA	
GQ1300000502 BTA-52 15-FEVR-2019	BTA	14/02/2018	15/02/2019	52 semaines	11 000
GQ1300000511 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines	7 500
GQ1300000528 BTA-52 12-AVRI-2019	BTA	11/04/2018	12/04/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000536 BTA-52 17-MAI-2019	BTA	16/05/2018	17/05/2019	52 semaines	5 000
GQ1300000544	BTA	13/06/2018	14/06/2019	53 semaines	3 000
GQ1300000551 BAT-52 12-JUIL-2019	BTA	11/07/2018	12/07/2019	54 semaines	11 000
GQ1300000569	BTA	08/08/2018	09/08/2019	55 semaines	10 000
GQ1300000577	BTA	24/10/2018	25/10/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000585	BTA	07/11/2018	08/11/2019	52 semaines	12 000
GQ1300000593	BTA	05/12/2018	06/12/2019	52 semaines	8 000
GQ1300000601	BTA	09/01/2019	10/01/2020	52 semaines	15 000
GQ1300000619	BTA	23/01/2019	24/01/2020	52 semaines	15 000
Total					127 500

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIf : Liste des titres publics émis par le Tchad au 31 janvier 2019*(en millions de FCFA)*

Codes	Nature	Date	Date	Maturité		Montant levé par le Trésor
	des titres	d'émission	de remboursement	BTA	OTA	
TD1300000338	BTA-52	15-MARS-2018	14/03/2018	15/03/2019	52 semaines	15 000
TD1300000353	BTA		25/06/2018	24/06/2019	52 semaines	36 111
TD1200000214	BTA		01/08/2018	01/02/2019	26 semaines	11 700
TD1200000222	BTA		22/08/2018	22/02/2019	26 semaines	13 500
TD1200000230	BTA		29/08/2018	01/03/2019	26 semaines	23 850
TD1200000248	BTA		05/09/2018	08/03/2019	26 semaines	13 500
TD1200000255	BTA		12/09/2018	15/03/2019	26 semaines	28 350
TD1200000263	BTA		26/09/2018	29/03/2019	26 semaines	4 500
TD1200000289	BTA		17/10/2018	19/04/2019	26 semaines	8 100
TD1200000271	BTA		17/10/2018	19/04/2019	26 semaines	6 435
TD1200000305	BTA		14/11/2018	17/05/2019	26 semaines	20 250
TD1200000313	BTA		21/11/2018	24/05/2019	26 semaines	15 390
TD1200000354	BTA		26/12/2018	28/06/2019	26 semaines	27 000
TD1200000347	BTA		26/12/2018	28/06/2019	26 semaines	13 500
TD1200000339	BTA		19/12/2018	21/06/2019	26 semaines	12 150
TD1200000321	BTA		12/12/2018	14/06/2019	26 semaines	11 700
TD1200000370	BTA		16/01/2019	19/07/2019	26 semaines	15 745
TD1200000362	BTA		09/01/2019	12/07/2019	26 semaines	20 250
TD1200000388	BTA		23/01/2019	26/07/2019	26 semaines	5 400
TD1200000396	BTA		30/01/2019	02/08/2019	26 semaines	10 530
Sous-total (BTA)						312 961
TD2B00000023	OTA	5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	19/08/2015	21/08/2020	5 ANS	48 760
TD2B00000041	OTA	5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	23/09/2015	25/09/2020	5 ANS	10 000
TD2B00000051	OTA	5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	30/09/2015	02/10/2020	5 ANS	10 000
TD2B00000069	OTA	5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	28/10/2015	30/10/2020	5 ANS	15 000
TD2K00000015	OTA	4 ANS 4% 25-MARS -2020	23/03/2016	25/03/2020	4 ANS	30 000
TD2J00000026	OTA	3 ANS 4% 09-SEPT -2019	07/09/2016	09/09/2019	2 ANS	5 000
TD2A00000418	OTA	2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	07/06/2017	10/06/2019	2 ANS	26 800
Sous-total (OTA)						145 560
Total						458 521

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIg : Encours des titres publics émis par adjudication au 31 janvier 2019*(en millions de FCFA)*

Pays	BTA		OTA		Total	
	volume	%	volume	%	volume	%
Cameroun	107 000	9,52	0	0,00	107 000	9,52
RCA	9 500	0,84	0	0,00	9 500	0,84
Congo	54 610	4,86	0	0,00	54 610	4,86
Gabon	248 472	22,10	118 731	10,56	367 203	32,66
Guinée Equatoriale	127 500	11,34	0	0,00	127 500	11,34
Tchad	312 961	27,84	145 560	12,95	458 521	40,78
CEMAC	860 043	76,49	264 291	23,51	1 124 334	100,00

Source : BEAC/CRCT

Tableau Iih : BTA émis par adjudication en janvier 2019

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Taux Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé
Tchad	26 semaines	TD120000370	mercredi 16 janvier 2019	vendredi 18 janvier 2019	15 745	6,24	vendredi 19 juillet 2019	102,98	15 421	324	15 745
Gabon	26 semaines	GA120000824	mercredi 16 janvier 2019	vendredi 18 janvier 2019	15 000	4,47	vendredi 19 juillet 2019	158,60	2 490	12 510	15 000
Cameroun	26 semaines	CM120000709	mercredi 16 janvier 2019	vendredi 18 janvier 2019	10 000	2,49	vendredi 19 juillet 2019	317,00	4 000	6 000	10 000
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ130000601	mercredi 9 janvier 2019	vendredi 11 janvier 2019	15 000	8,17	vendredi 10 janvier 2020	143,33	11 500	3 500	15 000
Tchad	26 semaines	TD120000362	mercredi 9 janvier 2019	vendredi 11 janvier 2019	20 250	6,25	vendredi 12 juillet 2019	100,00	20 250	0	20 250
Congo	26 semaines	CG120000178	mercredi 9 janvier 2019	vendredi 11 janvier 2019	3 000	6,42	vendredi 12 juillet 2019	37,50	2 000	1 000	3 000
Cameroun	13 semaines	CM110000775	mercredi 9 janvier 2019	vendredi 11 janvier 2019	5 000	2,51	vendredi 12 avril 2019	430,00	4 417	583	5 000
Gabon	13 semaines	GA110000775	mercredi 9 janvier 2019	vendredi 11 janvier 2019	14 481	4,20	vendredi 12 avril 2019	96,54	3 481	11 000	14 481
Gabon	26 semaines	GA120000816	mercredi 2 janvier 2019	vendredi 4 janvier 2019	8 000	4,19	vendredi 5 juillet 2019	161,88	1 950	6 050	8 000
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ130000619	mercredi 23 janvier 2019	vendredi 25 janvier 2019	15 000	9,30	vendredi 24 janvier 2020	120,00	12 000	3 000	15 000
Tchad	26 semaines	TD120000388	mercredi 23 janvier 2019	vendredi 25 janvier 2019	5 400	6,50	vendredi 26 juillet 2019	100,00	5 400	0	5 400
Cameroun	26 semaines	CM120000717	mercredi 23 janvier 2019	vendredi 25 janvier 2019	7 000	2,46	vendredi 26 juillet 2019	434,29	2 720	4 280	7 000
Gabon	13 semaines	GA110000783	mercredi 23 janvier 2019	vendredi 25 janvier 2019	15 000	4,00	vendredi 26 avril 2019	140,49	3 913	11 087	15 000

Tableau IIIi : Encours des OTA émis par adjudication à fin janvier 2019

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Montant (millions de FCFA)	Prix Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	de SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé	Taux facial	Rendement
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 20 septembre 2017	99	43731,00	lundi 23 septembre 2019	0,00	8 000	8 000	5	4,50	4,5290
Tchad	5 ANS	TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	mercredi 19 août 2015	94	44064,00	vendredi 21 août 2020			0	4	4,15	4,4042
Tchad	5 ANS	TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	mercredi 23 septembre 2015	100	44099	vendredi 25 septembre 2020		10000	10 000	4	4,1	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	mercredi 30 septembre 2015	100	44106,00	vendredi 2 octobre 2020		10 000	10 000	4	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	mercredi 28 octobre 2015	100	44134,00	vendredi 30 octobre 2020		15 000	15 000	4	4,10	4,1000
Tchad	4 ANS	TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	mercredi 23 mars 2016	98	43915,00	mercredi 25 mars 2020	15300,00	14 700	30 000	4	4,10	4,1000
Tchad	2 ANS	TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	mercredi 7 septembre 2016	99	43717,00	lundi 9 septembre 2019	5000,00	0	5 000	4	4,00	4,0818
Tchad	2 ANS	TD2A00000048 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	mercredi 7 juin 2017	100	43626,00	lundi 10 juin 2019	26800,00	0	26 800	5	4,00	4,0407
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	mercredi 21 mars 2018	98	43913,00	lundi 23 mars 2020	7500,00	0	7 500	5	4,50	4,5470
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	mercredi 4 avril 2018	96	43913,00	lundi 23 mars 2020	3995,84	104	4 100	5	4,50	4,5000
Gabon	2 ANS	GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	mercredi 23 mai 2018	100	43976,00	lundi 25 mai 2020	12000,00	15 449	27 449	5	4,50	4,6004
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	vendredi 6 juillet 2018	88	44382,00	lundi 5 juillet 2021	2100,00	6 700	8 800	6	4,50	4,6895
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	mercredi 1 août 2018	75	44382,00	lundi 5 juillet 2021	0,00	5000	5 000	6	5	5,0013
Gabon	5 ANS	GA2B00000026	mercredi 1 août 2018	100	45141,00	jeudi 3 août 2023	0,00	10000	10 000	7	5,75	6,5180
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 12 septembre 2018	96	43731,00	lundi 23 septembre 2019	11100,00	7500	18 600	5	5,75	7,6257
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	mercredi 24 octobre 2018	92	43913,00	lundi 23 mars 2020	2980,00	302	3 282	5	7	7,0000
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 28 novembre 2018	102	43913,00	lundi 23 mars 2020	15000,00	0	15 000	5	4,5	4,7193
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 28 novembre 2018	99	43913,00	lundi 23 mars 2020	5000,00	6 000	11 000	5	4,5	4,9170

IV. AUTRES STATISTIQUES

Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et du taux créditeur minimum

(en %)

Ancien système

Dates	Taux des appels d'offres (TIAO)	Taux des prises en pension (TIPP)	Taux de pénalité des banques (TPB)	Taux des avances aux Trésors	Taux de pénalité aux Trésors (TPT)	Taux de rémunération des réserves	Taux d'intérêt sur placements négatifs à 7 jours (TISP)	Taux d'intérêt sur placements négatifs à 28 jours (TISP)	Taux d'intérêt sur placements négatifs à (TISP)	Taux Créditeur Minimum (TCM)	Taux DéBiteur Maximum (TDM)	Taux des FGF (TISPP ₀)	Taux des MSRB (TISPP ₁)	Taux des dépôts spéciaux (TDS/TISPP ₂)
3 juillet 2008	5,50	7,25	12,00	5,50	10,00	0,50	2,200	2,2625	2,325	3,25	-	3,65	3,45	3,15
23 oct. 2008	5,50	7,25	12,00	5,50	10,00	0,15	2,200	2,2625	2,325	3,25	-	3,35	3,15	2,65
18 déc. 2008	4,75	6,50	12,00	4,75	10,00	0,15	1,300	1,3625	1,425	3,25	-	2,20	2,00	1,40
26 mars 2009	4,50	6,25	12,00	4,50	10,00	0,10	1,000	1,0625	1,125	3,25	-	1,90	1,70	1,10
2 juillet 2009	4,25	6,00	10,00	4,25	10,00	0,05	0,850	0,9125	0,975	3,25	-	1,25	1,05	0,85
29 juillet 2010	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,600	0,6625	0,725	3,25	-	1,25	0,85	0,60
1 novembre 2011	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,600	0,6625	0,725	3,25	-	1,50	1,10	0,85
19 décembre 2011	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,600	0,6625	0,725	3,25	-	1,25	0,85	0,60
30 juillet 2012	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,350	0,4125	0,475	3,25	-	1,00	0,60	0,35
22 juillet 2013	3,50	5,25	10,00	3,50	10,00	0,05	0,100	0,1625	0,225	3,25	-	0,75	0,35	0,10
31 octobre 2013	3,25	5,00	10,00	3,25	10,00	0,05	0,100	0,1625	0,225	2,75	-	0,75	0,35	0,10
18 décembre 2013	3,25	5,00	10,00	3,25	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,75	-	0,50	0,10	0,00
9 juillet 2014	2,95	4,70	10,00	2,95	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,75	-	0,40	0,05	0,00
9 juillet 2015	2,95	4,70	10,00	2,95	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,75	-	0,40	0,05	0,00
10 juillet 2017	2,45	4,20	10,00	2,45	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,45	-	0,40	0,05	0,00
22 mars 2017	2,95	4,70	10,00	2,45	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,45	-	0,40	0,05	0,00
11 juillet 2017	2,95	4,70	7,00	2,45	7,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,45	-	0,40	0,05	0,00

Nouveau système

Dates	Taux des appels d'offres (TIAO)	Taux de Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	Taux de Facilité de Dépôt (TPD)	Taux de pénalité aux Banques (TPB)	Taux de rémunération des réserves obligatoires	Taux Créditeur Minimum (TCM)	Taux des FGF (TISPP ₀)	Taux des MSRB (TISPP ₁)	Taux des dépôts spéciaux (TDS/TISPP ₂)
11 juillet 2018	2,95	4,70	0,00	7,00	0,05	2,45	0,40	0,05	0,00
31 octobre 2018	3,50	5,25	0,00	7,55	0,05	2,45	0,40	0,05	0,00
18 décembre 2018	3,50	6,00	0,00	8,30	0,05	2,45	0,40	0,05	0,00

Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

Rubriques	03.07.08 25.03.09	26.03.09 01.07.09	02.07.09 06.04.16	Rubriques	07.04.16 30.11.16	01.12.16 31.05.17	Rubriques	01.06.17 au.....
I - Coefficients des réserves obligatoires (2)				I - Coefficients des réserves obligatoires ^(*)			I - Coefficients des réserves obligatoires ^(***)	
- <i>Groupe I : Pays à situation de liquidité abondante (Congo et Guinée Equatoriale)</i>				- <i>Groupe I : Etats en situation de liquidité satisfaisante (Cameroun, Congo Gabon et Guinée Equatoriale)</i>			- <i>Exigibilités à vue</i>	
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	14,00	14,00	14,00	1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	5,875	5,875	1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	10,5	10,50	10,50	2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	4,625	4,625	2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41 milliards	3,00
- <i>Groupe II : Pays à situation de liquidité satisfaisante (Cameroun et Gabon)</i>				- <i>Groupe II : Etats en situation de liquidité suffisante (Tchad) ^(**)</i>			3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	7,25
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	11,75	11,75	11,75	1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	3,875	-	- <i>Exigibilités à terme</i>	
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	9,25	9,25	9,25	2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	2,625	-	1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00
- <i>Groupe III : Pays à situation de liquidité fragile (Tchad)</i>							2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41 milliards	2,00
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	9,00	7,75	7,75				3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	5,25
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	6,5	5,25	5,25					
II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,15	0,10	0,05	II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05	0,05	II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05

(1) A compter du 03/03/2006, aux fins du calcul des réserves obligatoires, les pays de la CEMAC ont été séparés de deux à trois groupes en fonction de leur situation de liquidité. Le Gouverneur a décidé, le 22 mai 2003, d'exempter les banques de la RCA de la constitution des réserves obligatoires.

(2) A titre d'information, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'UEMOA a été uniformisé depuis le 16 décembre 2010 et s'établit à 5 % depuis le 16 mars 2012. Pour la BCE, l'assiette des réserves obligatoires est définie en relation avec les données bilantielles. On distingue trois catégories d'exigibilités : les exigibilités incluses dans l'assiette des réserves et auxquelles s'applique un taux de 2% , les exigibilités incluses dans l'assiette des réserves et auxquelles s'applique un taux de 0% et les exigibilités exclues de l'assiette des réserves.

(**) Depuis le 06 avril 2016, les Groupes des Etats de la CEMAC ont été ramenés à 2 au lieu de 3. Aussi, les coefficients de réserves obligatoires ont été réduits de moitié.

(***) Par décision N°02/CPM/2016 du CPM du 23 novembre 2016, les Groupes des Etats de la CEMAC ont été ramenés de 2 à 1. Aussi, les banques de la RCA et du Tchad sont exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

(****) Par décision N°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été fixés selon des seuils minimums des éléments constitutifs de l'assiette de calcul des réserves obligatoires.

Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(Situation en fin de période)

(En pourcentage)

Pays/Régions	2018												2019	Dates de la dernière modification
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
BCEAO														
. Taux d'appel d'offres														
- injections de liquidité ⁽²⁾	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	17 septembre 2013
- reprises de liquidité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
. Taux du guichet de prêt marginal	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	16 décembre 2016
ZONE EURO ⁽³⁾														
. Taux d'appel d'offres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 mars 2016
. Facilité de prêt marginal	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	16 mars 2016
. Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	16 mars 2016
ROYAUME-UNI														
. Prêts maisons d'escompte	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	02 août 2018
CHINE														
. Taux de référence d'emprunt	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	23 octobre 2015
ETATS-UNIS														
. Taux d'intérêt de la FED	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	13 juin 2018
NIGERIA														
Taux de la Politique Monétaire	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Dépôt	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Prêt Marginal	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	26 juillet 2016

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multi-devises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovaquie, Chypre, Malte, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Cameroun

(En millions de F CFA)

	2018												2019	Variation janvier 19 - janvier 18
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
I. Facteurs autonomes (a-b)	80 358	80 658	65 013	18 434	38 504	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	28 496	-51 862
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	1 076 912	1 064 517	1 086 298	1 084 397	1 060 558	1 068 187	1 076 700	1 093 392	1 122 532	1 142 340	1 170 449	1 250 722	1 190 643	113 731
. Réserves flottantes :	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	877 534	942 104	102 469
- Comptes courants des Ets de crédit	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	877 534	942 104	102 469
- dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	54 004	54 005	53 999	51 252	51 252	51 267	51 248	51 248	51 261	51 282	51 248	52 290	51 248	-2 757
. FMI-Allocations de DTS	136 015	137 651	137 190	138 436	140 805	140 295	139 193	139 861	140 151	141 998	141 597	141 191	141 776	5 761
. Divers-passifs	-112 148	-111 430	-110 376	-110 843	-110 878	-109 822	-110 323	-110 006	-97 240	-82 114	-104 811	-63 707	-70 473	41 675
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	1 844 981	1 796 197	1 819 118	1 717 798	1 725 530	1 680 500	1 655 722	1 692 561	1 688 948	1 686 080	1 707 289	1 968 781	1 941 517	96 536
. Autres créances sur l'extérieur	82 782	83 245	82 929	83 944	85 447	84 282	83 462	83 387	83 125	85 087	84 984	85 603	86 972	4 189
. Créances sur l'Etat (net)	-34 289	58 208	33 922	102 372	127 356	117 074	129 424	150 486	161 149	77 946	179 842	148 610	182 161	216 450
. Divers-Actifs	20 586	20 361	23 262	17 252	16 550	19 392	16 641	16 400	16 165	15 844	16 172	17 451	16 152	-4 435
II. Concours du marché monétaire	80 358	80 658	65 013	18 434	38 504	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	28 496	-51 862
. Appels d'offres positifs ou OPIL (1)	80 358	80 658	65 013	18 434	38 476	0	0	0	0	0	0	0	0	-80 358
. Pensons et autres	0	0	0	0	28	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	28 496	28 496

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en RCA

(En millions de F CFA)

	2018												2019	Variation janvier 19 - janvier 18
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
I. Facteurs autonomes (a-b)	616	542	523	504	485	414	414	488	540	521	316	297	277	-338
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	164 649	167 846	165 592	170 979	173 187	177 398	177 398	183 588	181 520	183 449	186 269	193 579	189 427	24 777
. Réserves flottantes :	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	36 468	37 222	3 292
- Comptes courants des Ets de crédit	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	36 468	37 222	3 292
- dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	21 553	21 277	21 589	20 741	20 571	20 405	20 405	20 656	20 210	21 407	20 614	20 780	20 773	-780
. FMI-Allocations de DTS	40 949	41 442	41 303	41 678	42 392	42 238	42 238	42 108	42 195	42 751	42 630	42 508	42 684	1 735
. Divers-passifs	39 373	39 122	39 377	40 892	38 559	38 447	38 447	37 948	38 357	37 793	37 558	27 198	28 514	-10 859
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	179 320	174 944	174 017	171 131	163 231	175 889	175 889	203 870	196 810	193 213	191 551	204 032	194 066	14 746
. Autres créances sur l'extérieur	28 002	28 151	27 670	27 932	28 525	28 655	28 655	27 873	27 769	28 457	29 546	31 028	29 711	1 709
. Créances sur l'Etat (net)	84 078	88 304	91 713	89 718	97 549	91 856	91 856	72 821	81 481	93 096	96 926	77 826	87 698	3 621
. Divers-Actifs	8 441	8 392	8 496	7 257	7 025	7 194	7 194	7 142	7 042	6 905	6 992	7 350	6 867	-1 574
II. Concours du marché monétaire	52	52	52	52	52	0	0	113	185	185	0	0	0	-52
. Appels d'offres positifs ou OPIL (1)	52	52	52	52	52	0	0	113	185	185	0	0	0	-52

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Congo

(En millions de F CFA)

	2018												2019	Variation janvier 19 - janvier 18
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
I. Facteurs autonomes (a-b)	90 901	91 401	90 472	90 472	89 722	85 698	101 848	101 848	98 169	89 749	82 900	79 238	73 771	-17 130
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	507 568	469 840	452 984	452 822	455 407	451 472	451 562	451 562	455 599	448 419	446 403	494 623	448 034	-59 535
. Réserves flottantes :	220 008	228 790	201 119	194 339	188 401	219 638	234 238	234 238	236 206	259 409	210 492	243 293	290 614	70 606
- Comptes courants des Ets de crédit	219 953	228 735	201 063	194 284	188 346	219 582	234 182	234 182	236 151	259 354	210 436	243 238	290 559	70 606
- dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
. Engagements extérieurs	13 902	14 660	14 613	14 639	13 864	13 928	13 905	13 905	13 910	13 845	13 893	14 211	13 914	11
. FMI-Allocations de DTS	62 072	61 144	61 880	61 672	62 233	63 297	63 068	63 068	63 004	63 834	63 654	63 471	63 734	1 662
. Divers-passifs	9 765	-2 177	-2 605	611	-412	-594	1 635	1 635	3 308	3 047	8 380	49 721	36 303	26 538
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	152 816	115 343	101 272	83 673	70 951	68 303	79 048	79 048	129 419	140 656	148 617	185 349	187 317	34 501
. Autres créances sur l'extérieur	76 774	75 720	76 315	76 339	77 355	78 781	77 891	77 891	77 455	78 797	78 866	78 671	79 566	2 792
. Créances sur l'Etat (net)	481 295	477 587	447 860	461 517	470 184	476 186	490 839	490 839	455 403	468 620	421 630	510 953	501 162	19 866
. Divers-Actifs	11 530	12 205	12 071	12 082	11 281	38 772	14 782	14 782	11 582	10 732	10 810	11 108	10 783	-746
II. Concours du marché monétaire	30 000	46 900	46 900	44 400	44 980	40 912	40 912	35 000	5 000					
. Appels d'offres positifs ou OPIL (1)	24 150	23 650	23 650	23 650	23 650	24 000	46 900	46 900	44 400	44 980	40 912	40 912	35 000	10 850
. Pensions et autres	5 850	6 350	6 350	6 350	6 350	6 000	0	0	0	0	0	0	0	-5 850

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidités (OPIL).

Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Gabon

(En millions de F CFA)

	2018												2019	Variation janvier 19 - janvier 18
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
I. Facteurs autonomes (a-b)	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	147 000	23 000	26 000	-22 000
a/ Postes du Passif														
.Billets et pièces en circulation	418 592	389 210	389 975	392 252	400 124	416 220	421 114	421 114	456 065	460 593	173 228	481 174	458 916	40 323
.Réserves flottantes :	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	248 912	341 278	439 286	206 924
-Comptes courants des Ets de crédit	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	248 912	341 278	439 286	206 924
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements extérieurs	25 443	26 810	26 812	26 773	25 350	25 349	25 312	25 312	25 288	25 267	24 756	25 734	25 237	-206
.FMI-Allocations de DTS	114 284	112 576	113 930	113 549	114 580	116 541	116 118	116 118	116 000	117 528	24 994	116 860	117 345	3 060
.Divers-passifs	5 341	4 180	-2 313	-2 163	-1 426	-3 297	-1 765	-1 765	-893	-1 860	16 364	37 815	27 001	21 660
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	423 387	416 628	412 435	347 912	368 321	376 202	339 798	339 798	397 328	408 173	-21 554	649 637	615 498	192 111
.Autres créances sur l'extérieur	138 572	136 716	137 870	137 632	138 893	141 436	140 558	140 558	139 953	142 168	47 126	141 940	143 736	5 164
.Créances sur l'Etat (net)	174 234	190 401	281 103	347 618	316 538	334 497	368 599	368 599	350 587	390 139	310 373	176 543	271 993	97 758
.Divers-Actifs	11 830	13 378	13 139	13 170	11 490	10 894	13 028	13 028	10 463	10 508	5 310	11 740	10 557	-1 272
II. Concours du marché monétaire	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	20 500	23 000	26 000	-22 000
.Appels d'offres positifs ou OPIL (1)	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	20 500	23 000	26 000	-22 000
.Pensions et autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en Guinée Équatoriale

(En millions de F CFA)

	2018												2019	Variation janvier 19 - janvier 18
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
I. Facteurs autonomes (a-b)	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	137 950	47 950
a/ Postes du Passif														
.Billets et pièces en circulation	202 749	185 605	177 537	177 655	174 788	177 198	174 485	174 485	170 822	175 707	173 228	197 758	185 853	-16 895
.Réserves flottantes :	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	351 517	367 826	54 376
-Comptes courants des Ets de crédit	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	351 517	367 826	54 376
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements extérieurs	24 692	26 083	26 083	26 083	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	25 249	24 756	64
.FMI-Allocations de DTS	24 373	24 009	24 298	24 216	24 436	24 854	24 764	24 764	24 739	25 065	24 994	24 923	25 026	653
.Divers-passifs	21 494	23 853	6 496	20 844	9 325	12 369	12 062	12 062	15 484	15 790	16 364	57 708	41 643	20 149
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-51 124	-53 567	-52 898	-123 237	-134 541	-105 287	-25 350	-25 350	-70 980	-123 565	-21 554	-25 435	-24 551	26 573
.Autres créances sur l'extérieur	45 969	45 282	45 824	45 670	46 085	46 870	46 700	46 700	46 649	47 263	47 126	46 991	47 185	1 216
.Créances sur l'Etat (net)	495 480	433 712	430 875	464 997	419 124	396 507	332 264	332 264	394 152	394 857	310 373	453 037	479 466	-16 013
.Divers-Actifs	6 433	8 088	7 774	10 775	6 198	5 845	8 780	8 780	5 470	5 374	5 310	8 561	5 053	-1 379
II. Concours du marché monétaire	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	137 950	47 950
.Appels d'offres positifs ou OPIL (1)	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	137 950	47 950
.Pensions et autres														

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Tchad

(En millions de F CFA)

	2018												2019	Variation janvier 19 - janvier 18
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
I. Facteurs autonomes (a-b)	199 021	180 600	199 913	199 913	192 413	198 358	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	150 504	-48 517
<i>a/ Postes du Passif</i>														
. Billets et pièces en circulation	428 731	413 987	400 117	418 833	420 872	425 347	414 905	414 905	424 095	429 417	436 496	450 590	438 891	10 160
. Réserves flottantes :	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	63 225	110 884	38 213
-Comptes courants des Ets de crédit	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	63 225	110 884	38 213
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	24 339	25 725	25 735	25 708	24 426	24 394	24 426	24 426	24 439	24 361	24 441	24 834	24 385	46
.FMI-Allocations de DTS	41 767	41 143	41 638	41 498	41 875	42 591	42 437	42 437	42 394	42 952	42 831	42 708	42 885	1 118
.Divers-passifs	34 827	38 528	38 140	45 998	42 701	42 568	44 562	44 562	50 189	50 173	50 434	63 811	43 005	8 177
<i>b/ Postes d'Actif</i>														
.Disponibilités extérieures brutes	-127 681	-101 350	-95 765	-103 034	-64 130	-42 083	-44 266	-44 266	-33 493	-37 702	-30 393	81 981	91 018	218 699
.Autres créances sur l'extérieur	33 112	33 066	33 276	33 151	33 462	34 071	33 629	33 629	33 128	33 886	33 776	33 999	34 510	1 398
.Créances sur l'Etat (net)	486 139	451 024	443 936	444 581	405 412	391 777	379 629	379 629	438 767	446 075	454 782	357 917	373 155	-112 983
.Divers-Actifs	11 745	13 206	12 882	13 074	11 597	11 348	11 318	11 318	11 040	11 345	11 315	11 772	10 862	-883
II. Concours du marché monétaire	199 021	180 600	199 913	199 913	192 413	198 358	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	150 504	-48 517
.Appels d'offres positifs ou OPIL (1)	32 719	11 705	37 658	39 158	39 158	50 603	0	0	0	0	0	0	0	-32 719
.Pensions et autres	166 302	168 895	162 255	160 755	153 255	147 755	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	150 504	-15 798

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire dans la CEMAC.

(En millions de F CFA)

	2018												2019	Variation janvier 19 - janvier 18
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
I. Facteurs autonomes (a-b)	508 895	511 852	495 572	476 474	486 274	487 734	502 777	478 562	438 775	456 854	627 504	473 619	416 998	-91 897
<i>a/ Postes du Passif</i>														
. Billets et pièces en circulation	2 799 201	2 691 005	2 672 503	2 696 938	2 684 936	2 715 822	2 716 165	2 739 047	2 810 633	2 839 924	2 586 074	3 068 446	2 911 763	112 562
. Réserves flottantes :	1 712 058	1 767 486	1 834 376	1 681 277	1 676 363	1 671 290	1 670 211	1 688 204	1 690 003	1 613 009	1 641 948	1 913 315	2 187 937	475 879
-Comptes courants des Ets de crédit	1 712 002	1 767 431	1 834 321	1 681 221	1 676 308	1 671 235	1 670 156	1 688 149	1 689 948	1 612 954	1 641 893	1 913 259	2 187 881	475 879
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
.Engagements extérieurs	163 934	168 560	168 832	165 195	160 218	160 099	160 052	160 303	159 863	160 918	159 708	163 097	160 311	-3 622
.FMI-Allocations de DTS	419 460	417 964	420 238	421 050	426 320	429 816	427 819	428 357	428 482	434 127	340 701	431 662	433 450	13 990
.Divers-passifs	-1 348	-7 924	-31 280	-4 661	-22 130	-20 330	-15 381	-15 563	9 205	22 829	24 289	172 545	105 992	107 340
<i>b/ Postes d'actif</i>														
.Disponibilités extérieures brutes	2 421 699	2 348 196	2 358 179	2 094 243	2 129 361	2 153 525	2 180 841	2 245 661	2 308 033	2 266 854	1 973 956	3 064 346	3 004 865	583 166
.Autres créances sur l'extérieur	405 211	402 180	403 884	404 669	409 768	414 095	410 895	410 038	408 078	415 658	321 424	418 233	421 680	16 469
.Créances sur l'Etat (net)	1 686 937	1 699 235	1 729 410	1 910 802	1 836 164	1 807 897	1 792 611	1 794 638	1 881 538	1 870 733	1 773 926	1 724 886	1 895 635	208 699
.Divers-Actifs	70 564	75 629	77 624	73 611	64 141	93 446	71 742	71 449	61 762	60 708	55 910	67 981	60 275	-10 289
II. Concours du marché monétaire	447 431	449 960	434 628	415 549	426 119	431 623	447 416	423 240	384 651	411 749	458 700	434 997	377 950	-69 481
.Appels d'offres positifs ou OPIL (1)	275 279	274 715	266 023	248 444	266 486	248 253	213 332	213 445	201 085	205 165	208 412	237 912	198 950	-76 329
.Pensions et autres	172 152	175 245	168 605	167 105	159 633	183 370	234 084	209 795	183 566	206 584	250 288	197 085	179 000	6 848

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

		2018												2019
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
Avoirs officiels bruts en devises ^(a) (En millions de FCFA)	Cameroun	1 927 763	1 879 442	1 902 047	1 801 742	2 605 838	1 764 782	1 739 184	1 775 948	1 772 074	1 771 167	2 605 479	2 054 384	2 028 489
	Centrafrique	207 322	203 096	201 688	199 063	237 678	204 544	221 417	231 742	224 579	221 670	267 640	235 060	223 777
	Congo	191 063	177 588	160 012	148 306	1 206 844	156 939	155 152	226 009	206 873	219 453	1 284 832	264 020	266 883
	Gabon	553 344	550 305	485 544	507 214	1 204 225	480 356	523 351	570 835	537 281	550 341	1 260 033	791 578	759 234
	Guinée													
	Equatoriale	-8 285	-7 074	-77 566	-88 457	580 996	21 350	19 537	15 820	-24 331	-76 302	660 981	21 556	22 635
	Tchad	-68 284	-62 490	-69 884	-30 668	195 768	-10 637	-22 968	1 971	-366	-3 816	206 519	115 980	125 528
	Sces Centraux	658 139	657 713	655 698	687 753	700 488	613 670	602 041	632 564	629 503	594 167	619 423	453 281	507 653
	CEMAC	3 461 063	3 398 580	3 257 539	3 224 953	6 731 836	3 231 005	3 237 714	3 454 889	3 345 613	3 276 680	6 904 907	3 935 860	3 934 197
Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) ^(b)	Cameroun	71,72	71,23	71,84	72,22	71,78	71,46	70,56	71,71	72,18	72,08	70,31	75,56	75,43
	Centrafrique	82,69	82,38	82,33	83,11	81,89	82,75	83,75	84,29	84,02	83,75	83,67	81,36	81,14
	Congo	23,64	22,39	20,71	19,52	18,83	20,09	19,71	26,73	25,14	26,58	27,69	32,45	32,39
	Gabon	58,31	58,12	55,19	56,61	57,31	56,45	58,55	60,14	58,84	59,46	60,97	70,39	68,75
	Guinée													
	Equatoriale	6,53	6,41	6,22	6,16	6,17	6,03	7,93	7,82	7,73	7,63	7,14	7,11	7,13
	Tchad	5,32	5,10	5,28	5,33	5,34	7,87	7,59	7,45	7,31	7,02	6,67	16,72	17,58
		CEMAC	58,01	57,46	56,40	57,23	57,19	56,15	55,98	58,35	58,04	57,07	58,06	61,31
Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA)	Cameroun	1 734 665	1 681 637	1 694 946	1 641 753	1 639 869	1 625 120	1 604 488	1 622 245	1 611 723	1 629 288	1 640 787	1 945 237	1 914 771
	Centrafrique	168 647	163 993	161 331	162 819	154 544	169 145	186 001	194 786	187 377	186 564	182 212	200 726	190 634
	Congo	107 627	94 088	76 941	66 878	64 064	75 176	74 126	141 284	122 567	135 089	141 974	182 407	184 158
	Gabon	389 954	384 697	321 746	350 407	356 615	325 318	368 465	410 136	376 125	391 518	409 531	638 948	604 081
	Guinée													
	Equatoriale	-52 713	-50 631	-115 807	-129 155	-100 373	-24 559	-41 294	-43 082	-79 509	-130 290	-28 671	-32 342	-29 617
	Tchad	-97 436	-91 188	-98 304	-63 375	-41 791	-61 449	-71 049	-44 638	-44 902	-47 174	-37 412	74 426	84 614
	Sces Centraux	555 592	575 737	576 406	630 094	612 426	521 932	517 098	557 334	559 594	506 104	523 874	350 489	417 563
	CEMAC	2 806 336	2 758 332	2 617 258	2 659 421	2 685 353	2 630 682	2 637 835	2 838 065	2 732 975	2 671 099	2 832 295	3 359 889	3 366 205

(a) Les avoirs officiels bruts en devises comprennent le solde créditeur en Compte d'Opérations, les avoirs en devises, l'encaisse-or et les avoirs en DTS (Situation Comptable mensuelle de la BEAC).

(b) Rapport entre les avoirs officiels bruts en devises (y compris la souscription de la quote-part au FMI en devises) et le total des engagements à vue de la Banque Centrale (circulation fiduciaire, solde débiteur en Compte d'Opérations, comptes-courants et dépôts spéciaux des institutions financières et des Trésors Publics). Le minimum statutaire est de 20 %.

Tableau IVI : Situation comptable de la BEAC au 31 janvier 2019 (actif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
DISPONIBILITES EXTERIEURES	3 417 149 749 745	412 284 994 131	1 941 517 269 675	194 066 114 900	187 316 870 306	615 497 510 145	-24 550 889 952	91 017 880 540
Avoirs Extérieurs à vue	3 377 814 607 565	412 284 994 131	1 915 974 049 266	191 523 039 281	184 860 185 435	607 439 014 359	-24 155 792 627	89 889 117 720
Billets Etrangers	18 272 740 940	1 384 502 189	1 202 870 988	888 975 885	702 146 214	3 357 961 772	5 461 497 512	5 274 786 380
Correspondants Hors Zone d'Emission	-6 662 985 558	-6 662 985 558	0	0	0	0	0	0
Trésor Français	3 366 204 852 183	417 563 477 500	1 914 771 178 278	190 634 063 396	184 158 039 221	604 081 052 587	-29 617 290 139	84 614 331 340
Compte d'Opérations	3 366 204 852 183	417 563 477 500	1 914 771 178 278	190 634 063 396	184 158 039 221	604 081 052 587	-29 617 290 139	84 614 331 340
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres avoirs extérieurs (SDM)	39 335 142 180	0	25 543 220 409	2 543 075 619	2 456 684 871	8 058 495 786	-395 097 325	1 128 762 820
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	39 335 142 180	0	25 543 220 409	2 543 075 619	2 456 684 871	8 058 495 786	-395 097 325	1 128 762 820
Opérations sur le Marché Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
ENCAISSE-OR	153 029 262 309	95 287 274 783	22 707 375 718	8 434 362 212	8 434 493 359	9 731 601 737	0	8 434 154 500
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	364 018 360 986	80 492 322	64 264 287 955	21 276 316 478	71 131 481 435	134 004 593 142	47 185 394 701	26 075 794 953
Quotes-Parts en Devises	197 337 903 997	0	51 703 549 943	20 135 358 886	30 242 978 172	39 087 451 365	30 292 365 916	25 876 199 715
Avoirs en D.T.S.	166 680 456 989	80 492 322	12 560 738 012	1 140 957 592	40 888 503 263	94 917 141 777	16 893 028 785	199 595 238
CREANCES SUR LES BANQUES	416 998 173 982	0	28 496 000 000	277 343 001	73 770 830 981	26 000 000 000	137 950 000 000	150 504 000 000
Concours du Marché Monétaire : Guichet A	377 950 000 001	0	28 496 000 000	0	35 000 000 001	26 000 000 000	137 950 000 000	150 504 000 000
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions et Autres	377 950 000 001	0	28 496 000 000	0	35 000 000 001	26 000 000 000	137 950 000 000	150 504 000 000
Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B	39 048 173 981	0	0	277 343 001	38 770 830 980	0	0	0
Créances Impayées	0	0	0	0	0	0	0	0
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	2 772 864 124 990	0	577 264 562 568	81 157 400 301	572 452 158 427	452 952 158 427	609 155 244 403	479 882 600 864
Avances en Comptes Courants (Art. 18)	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances Exceptionnelles	2 481 841 074	0	0	673 207 366	452 158 427	452 158 427	452 158 427	452 158 427
Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat	2 770 382 283 916	0	577 264 562 568	80 484 192 935	572 000 000 000	452 500 000 000	608 703 085 976	479 430 442 437
CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS	178 218 499 749	0	110 099 879 473	34 916 717 886	0	0	0	33 201 902 390
VALEURS IMMOBILISEES	442 312 716 780	401 512 095 839	9 943 649 381	4 115 882 132	8 230 257 191	5 152 684 053	5 016 405 385	8 341 742 799
Immobilisations Financières	208 756 295 288	181 024 582 933	7 517 046 490	3 054 628 924	6 681 572 572	2 578 413 547	3 035 770 798	4 864 280 024
Créances sur le Personnel	45 622 500 892	17 960 094 415	7 485 646 903	3 050 172 749	6 671 518 226	2 578 201 347	3 035 770 798	4 841 096 454
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de Participations	42 730 338 280	42 730 338 280	0	0	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	120 403 456 116	120 334 150 238	31 399 587	4 456 175	10 054 346	212 200	0	23 183 570
Immobilisations Incorporelles	11 632 176 476	11 632 170 476	6 000	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	221 904 135 725	208 835 233 139	2 426 596 891	1 061 253 208	1 548 684 619	2 574 270 506	1 980 634 587	3 477 462 775
Autres immobilisations	20 109 291	20 109 291	0	0	0	0	0	0
AUTRES ACTIFS	36 995 750 142	36 995 750 142	0	0	0	0	0	0
DEBITEURS DIVERS	21 964 316 898	2 490 216 435	6 207 913 392	2 751 260 290	2 553 054 020	5 404 754 510	36 692 550	2 520 425 701
Avances Diverses au Personnel	2 404 485 528	2 051 408 212	94 709 387	18 872 782	47 965 398	56 553 565	40 529 024	94 447 160
Autres Débiteurs Divers	827 808 207	-128 933 529	0	0	4 263 870	956 314 340	-3 836 474	0
Comptes de Régularisations - Actif	18 732 023 163	567 741 752	6 113 204 005	2 732 387 508	2 500 824 752	4 391 886 605	0	2 425 978 541
TOTAL DE L'ACTIF	7 803 550 955 581	948 650 823 652	2 760 500 938 162	346 995 397 200	923 889 145 719	1 248 743 302 014	774 792 847 087	799 978 501 747
TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE	7 416 248 106 675	1 081 824 412 001	2 711 728 156 962	331 034 299 067	867 121 362 345	1 065 673 952 981	721 607 530 746	637 258 392 573

Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 31 janvier 2019 (passif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
Billets et pièces en circulation	2 911 763 257 415	0	1 190 642 928 282	189 426 678 773	448 033 713 037	458 915 955 667	185 853 308 742	438 890 672 914
Tresors et comptes publics nationaux	1 056 120 797 943	673 265 405	505 203 871 840	28 375 679 531	71 290 248 514	180 959 583 174	129 688 869 655	139 929 279 824
Comptes courants	567 495 509 866	0	124 288 572 268	24 336 548 721	67 859 145 572	170 337 489 451	49 557 844 565	131 115 909 289
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	2 483 847 359	0	0	0	5 125 814	694 142 602	1 784 578 943	0
Fonds de Réserves Pour Générations Futures	54 507 702 900	0	0	0	92 889 561	8 072 367 857	46 342 445 482	0
Dépôts spéciaux	431 633 737 818	673 265 405	380 915 299 572	4 039 130 810	3 333 087 567	1 855 583 264	32 004 000 665	8 813 370 535
Banques et institutions financières	2 200 926 432 720	0	871 240 898 450	54 758 043 526	288 667 777 489	460 756 791 974	390 760 213 487	134 742 707 794
Banques et Institutions Etrangères	160 311 340 869	0	51 247 566 614	20 772 758 757	13 913 505 303	25 237 001 831	24 755 968 287	24 384 540 077
Banques et Institutions Financières de la Zone	2 040 615 091 851	0	819 993 331 836	33 985 284 769	274 754 272 186	435 519 790 143	366 004 245 200	110 358 167 717
Comptes courants	2 040 559 670 223	0	819 993 331 836	33 985 284 769	274 698 850 558	435 519 790 143	366 004 245 200	110 358 167 717
Dépôts et placements sur marché monétaire	55 421 628	0	0	0	55 421 628	0	0	0
Comptes de Réserves Obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes des Etablissements de Crédit en liquidation	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres comptes courants	194 158 512 928	46 836 886 703	122 110 446 299	3 237 208 073	15 860 077 136	3 765 953 682	1 822 108 634	525 832 401
Fmi : allocation des d.t.s.	433 449 575 888	0	141 776 010 796	42 683 965 439	63 734 072 911	117 344 513 979	25 025 733 334	42 885 279 429
Emprunts et dettes a long et moyen terme	16 273 977 080	16 273 977 080	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS	43 635 588 624	43 635 588 624	0	0	0	0	0	0
REPORT A NOUVEAU	-203 984 086 284	-203 984 086 284	0	0	0	0	0	0
RESERVES	792 025 873 830	885 839 562 349	-114 924 576 617	22 985 344 048	-3 219 936 312	-5 203 062 922	-1 911 356 753	8 459 900 037
CAPITAL, PRIMES ET FONDS DE DOTATION	91 507 313 350	91 507 313 350	0	0	0	0	0	0
CREDITEURS DIVERS	54 032 963 872	53 101 926 756	130 238 525	59 066 342	132 091 090	649 870 945	-12 250 741	-27 979 045
TRANSFERTS NON DENOUES	6 809 683 475	2 516 627 783	4 293 055 692	0	0	0	0	0
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	201 120 116 237	5 089 105 149	41 005 263 039	5 764 943 992	39 672 203 811	31 915 987 246	43 249 584 651	34 423 028 349
RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTATION	14 400 180 882	14 400 180 882	0	0	0	0	0	0
COMPTE DE RESULTAT	-8 689 232 379	-7 239 524 145	-977 198 144	-295 532 524	-281 101 957	-362 291 731	316 636 078	149 780 044
TOTAL DU PASSIF	7 803 550 955 581	948 650 823 652	2 760 500 938 162	346 995 397 200	923 889 145 719	1 248 743 302 014	774 792 847 087	799 978 501 747
TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE	7 416 248 106 675	1 081 824 412 001	2 711 728 156 962	331 034 299 067	867 121 362 345	1 065 673 952 981	721 607 530 746	637 258 392 573
Taux de couverture								
Taux de couverture mois antérieur	61,87%		75,43%	81,14%	32,39%	68,75%	7,13%	17,58%
Taux de couverture extérieure du mois antérieur	61,31%		75,56%	81,36%	32,45%	70,39%	7,11%	16,72%

Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les États au 31 janvier 2019

Etats	Encours et impayés sur anciens crédits consolidés	Encours et impayés sur avances exceptionnelles ⁽²⁾	Total
Cameroun	577 359	0	577 359
Centrafrique	80 484	673	81 157
Congo	572 000	452	572 452
Gabon	452 500	452	452 952
Guinée Equatoriale	608 703	452	609 155
Tchad	479 430	452	479 882
Total	2 770 477	2 481	2 772 958

(1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC à l'exception des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites

(2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

Tableau Vo : Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

(Montants en millions de Francs CFA)

Rubriques	Cameroun		Centrafrique		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		Sces Centraux		CEMAC	
	janvier		janvier		janvier		janvier		janvier		janvier		janvier		janvier	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
I- Contreparties des ressources du système monétaire																
1- Avoirs extérieurs nets	2 026 344	2 052 367	96 581	67 369	173 734	233 752	479 726	550 352	61 945	20 047	-277 598	-190 659	642 436	491 713	2 337 965	2 435 745
BEAC	1 443 401	1 452 858	59 439	41 407	150 197	198 814	301 984	384 633	-57 578	-29 868	-228 494	-125 005	642 436	491 713	2 250 484	2 375 781
Banques (BCM et ABE)	582 943	599 509	37 142	25 962	23 537	34 938	177 742	165 719	119 523	49 915	-49 104	-65 654	0	0	87 481	59 964
2- Crédit Intérieur (a+b)	3 104 173	3 833 940	282 534	341 072	1 796 192	1 696 731	1 795 458	2 001 407	1 467 824	1 554 360	1 079 226	1 177 207	119 327	119 327	10 446 896	11 468 277
a- Créances nettes sur l'Etat	41 118	478 493	146 642	179 860	595 046	609 712	763 718	878 879	307 985	361 695	461 862	554 117	-673	-673	2 750 735	3 522 083
dont Position Nette du Gouvernement	111 605	536 636	151 643	185 035	599 491	614 162	835 834	925 823	400 163	402 722	489 668	582 896	-673	-673	3 024 007	3 707 671
b- Créances sur l'économie	3 063 055	3 355 447	135 892	161 212	1 201 146	1 087 019	1 031 740	1 122 528	1 159 839	1 192 665	617 364	623 090	120 000	120 000	7 696 161	7 946 194
Court terme	1 853 767	1 995 311	77 068	93 601	588 291	550 964	588 952	555 314	987 242	1 018 322	474 371	439 720	0	0	4 682 647	4 767 565
Moyen terme	1 112 766	1 266 826	50 059	56 424	589 238	516 447	417 764	546 313	151 778	153 428	124 436	160 427	120 000	120 000	2 818 535	2 983 536
Long terme	96 522	93 310	8 765	11 187	23 617	19 608	25 024	20 901	20 819	20 915	18 557	22 943	0	0	194 979	195 093
TOTAL DES CONTREPARTIES	5 130 517	5 886 307	379 115	408 441	1 969 926	1 930 483	2 275 184	2 551 759	1 529 769	1 574 407	801 628	986 548	761 762	611 040	12 784 860	13 904 022
II- Ressources du système monétaire																
1- Masse monétaire (M2) = a + b + c	4 355 251	4 967 927	306 325	357 084	1 690 574	1 614 566	2 081 037	2 327 431	1 140 606	1 145 828	847 572	902 036	0	0	10 461 396	11 354 617
a- Monnaie fiduciaire	916 140	1 005 180	160 038	182 470	426 231	398 725	303 495	376 728	143 483	149 388	315 347	332 542	0	0	2 264 734	2 445 033
b- Monnaie scripturale	1 867 741	2 155 865	86 035	110 633	948 165	925 408	1 066 199	1 213 859	724 925	731 141	435 287	474 111	0	0	5 159 379	5 642 951
c- Quasi-monnaie	1 571 370	1 806 882	60 252	63 981	316 178	290 433	711 343	736 844	272 198	265 299	96 938	95 383	0	0	3 037 283	3 266 633
2- Autres postes nets	775 266	918 380	72 790	51 357	279 352	315 917	194 147	224 328	389 163	428 579	-45 944	84 512	761 762	611 040	2 323 464	2 549 405
TOTAL DES RESSOURCES	5 130 517	5 886 307	379 115	408 441	1 969 926	1 930 483	2 275 184	2 551 759	1 529 769	1 574 407	801 628	986 548	761 762	611 040	12 784 860	13 904 022

Annexes

Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers

Accord de classement : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet d'un accord de classement peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

Adjudication à taux variables : La technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe¹ pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie. Étant donné que le volume proposé hebdomadairement tous les mardis est révisable d'une semaine à l'autre, elle est donc plus exigeante en matière de prévisions de liquidité. En rendant les établissements de crédit plus sensibles aux orientations de la politique monétaire de la Banque Centrale, cette approche devrait contribuer au développement du marché interbancaire et à réduire le niveau de liquidité bancaire actuellement globalement élevé.

Appel d'offres : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent. Après réception de toutes les soumissions effectuées par les établissements intéressés, la BEAC en établit une liste unique sur laquelle elles sont classées par ordre décroissant des taux d'intérêt offerts. Les offres présentant les taux d'intérêt les plus élevés sont satisfaites en priorité et celles à taux d'intérêt plus faibles sont successivement acceptées jusqu'à épuisement du montant total de liquidité à adjuger.

Appel d'offres à taux fixe : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

Appel d'offres à taux variable : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque Centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offres.

Appel d'offres normal : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

¹ La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

Appel d'offres rapide : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

Avance intra-journalière : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

Collatéral : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

Compartiment des interventions de la BEAC : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidité.

Compartiment interbancaire : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidité et de titres entre les établissements de crédit.

Décote : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de refinancement de la BEAC.

Contreparties de la masse monétaire : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'État et les crédits à l'économie.

Crédits à moyen terme irrévocables : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux...). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

Droit de Tirage Spécial (DTS) : unité de compte et instrument de réserve internationale créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux États membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

Facteurs de la liquidité bancaire : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Émission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'État et des opérations avec l'étranger.

Faculté d'avances : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 août 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La décision

N°05/CPM/2013 du 31 août 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

Facilité de prêt marginal : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

Facilité de dépôt : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

Fédéral Funds rate : c'est le taux du marché interbancaire aux États-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des États-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

Fixing : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

Liquidité banque centrale : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Émission.

Liquidité bancaire : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

Marché financier : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

Marché monétaire : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

Mobilisable : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

Nantissement : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

Objectifs implicites (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

Objectifs explicites (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

Opération de cession temporaire : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

Opération d'open market : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

Opération ferme : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

Reprise de liquidité en blanc : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

Pension-livrée : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

Procédure bilatérale : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

Programmation monétaire : technique moderne de prévision permettant de projeter les évolutions des principaux agrégats macroéconomiques et de diagnostiquer les vulnérabilités d'un environnement économique à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité) : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les États de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

Refinancement : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.

Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés" : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, ...).

Taux de change nominal : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

Taux de change effectif : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

Taux directeur : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

Taux de base bancaire : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

Taux de pénalité : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO) : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations principales d'injection de liquidité organisées par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP) : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt Sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP₀) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂).

Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, ...) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

Annexe 2 : Chronologie des principaux événements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC

11 janvier 2008 : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l’Afrique Centrale s’est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

20 mars 2008 : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d’émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

2 juillet 2008 : le Comité de Politique Monétaire décide de l’abandon de la règle de discrimination du taux d’intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l’État au compte d’avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d’Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l’UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s’est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s’agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

3 juillet 2008 : le Conseil d’Administration délivre son avis conforme pour l’adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l’émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

6 août 2008 : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l’émission des titres publics émis par adjudication.

27 février 2009 : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d’émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l’organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) ;
- la Convention-cadre de pension livrée.

29 juin 2009 : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d’émission des titres publics émis par adjudication et a décidé de :

- geler les plafonds d’avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d’avances par cinquième chaque année ;

- proposer au choix de chaque État de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5^{ème} soit 20%, depuis le 1^{er} janvier 2011.

16 décembre 2011 : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

22 mars 2013 : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des États membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

18 décembre 2014 : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux États, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

7 octobre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

28 septembre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

15 juin 2016 :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de

ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

22 mai 2017 :

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :
 1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Équatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
 2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
 3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.
- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC à apporter de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

11 juillet 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change « *le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure* ».

2 novembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

19 décembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

21 mars 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;
- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;
- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;

- fixer, à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une *limite sous-régionale d'intervention* de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

25 juillet 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire à N'Djamena, République du Tchad, décide, en vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé :

- d'une facilité de prêt marginal à un taux de 4,70%, en remplacement du taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) ;
- d'une facilité de dépôt à un taux de 0,0%, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

31 octobre 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en séance ordinaire du 31 octobre 2018 à Yaoundé, au regard des perspectives macroéconomiques favorables de la sous-région et en appui à sa soutenabilité extérieure, décide de :

- relever le taux d'intérêt des appels d'offres de 2,95% à 3,50% ;
- porter le taux de facilité de prêt marginal du taux de 4,70% à 5,25% ;
- maintenir inchangé le taux de facilité de dépôt ;
- relever le taux de pénalité aux banques de 7,00% à 7,55% ;
- maintenir inchangés les coefficients des réserves obligatoires.

**DOCUMENT RÉALISÉ PAR LA BANQUE DES
ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE**

“ B.E.A.C. ”

**SERVICES CENTRAUX
BP 1917 YAOUNDÉ - CAMEROUN**

**DIRECTION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE, DES
ACTIVITÉS BANCAIRES ET DU FINANCEMENT DES
ÉCONOMIES**

**TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03
E-MAIL : Reporting-SCX_MM@beac.int**

**BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS
OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A
L'ADRESSE CI-DESSUS**